

ÉDITO Par Nicolas Ghislain

Un nouveau défi lancé à l'Europe

“Notre génération a réussi à remettre la Pologne sur les rails et à la faire reposer sur la séparation des pouvoirs. On ne peut permettre à personne de détruire cela.” L'avertissement vient de Lech Walesa. Il est empreint de gravité, de solennité. L'ancien président polonais, leader historique du mouvement Solidarité et, à ce titre, héros emblématique d'une Pologne libre, s'oppose à son tour à la réforme du paysage judiciaire en cours dans son pays, comme la majorité de ses concitoyens, d'ailleurs.

Une réforme portée par le parti Droit et Justice (PiS) au pouvoir, pour moderniser *“une justice devenue lente et corrompue”*, selon ses responsables. Sous ce prétexte, le texte prévoit diverses mesures qui auraient pour effet de soumettre le pouvoir judiciaire au pouvoir politique et d'ainsi largement écorner les principes d'indépendance de la Justice et de séparation des pouvoirs, piliers de tout État de droit qui se respecte.

De quoi provoquer la colère de la plupart des pays européens mais aussi des États-Unis, dont la Pologne est pourtant un allié fidèle, qui n'ont cessé de mettre le pays en garde, ces derniers mois. Des critiques auxquelles le gouvernement polonais reste sourd, comme grisé par le bras de fer qui est en train de se jouer mais qui risque pourtant de mettre son pays au ban de l'Union européenne. Car la Commission européenne menace aujourd'hui la Pologne de sanctions inédites, et notamment de déclencher l'article 7 des traités – l'arme atomique – qui pourrait aboutir à la suspension de son droit de vote au sein de l'Union. Mais rien ne dit qu'une telle procédure pourrait aller à son terme, considérant notamment que la Hongrie, qui a pris l'habitude de narguer elle aussi l'Europe plus souvent qu'à son tour, a déjà annoncé qu'elle s'opposerait à des mesures qui requièrent pourtant l'unanimité pour être prises.

Ce bras de fer a, en tout cas et une nouvelle fois, valeur de test grandeur nature pour cette Europe qui se cherche depuis des années. Après la crise financière, la crise migratoire, le Brexit, la voilà confrontée à un nouveau défi de taille qui menace les valeurs mêmes qui l'ont fondée.